

## Recul de la création d'entreprise : les 5 mesures essentielles à prendre pour aider les Français à entreprendre



Les créations d'entreprises dans notre pays sont en fort repli avec une baisse de 1,4% entre juin et juillet selon les derniers chiffres publiés par l'Insee. Tour d'horizon des mesures qui pourraient relancer l'initiative entrepreneuriale française.

Avec Erwan Le  
Noan

Pour encourager la création d'entreprise, il faut certainement agir sur les fondamentaux économiques (fiscalité, droit du travail, etc.) mais aussi sur les esprits (valoriser la prise de risque et l'initiative plutôt que la carrière mornes de la fonction publique). Voici cinq propositions, parmi d'autres :

### 1 - Faire de la simplicité la règle et de la complexité l'exception : généraliser l'auto-entrepreneur

Créer une entreprise et la faire vivre, cela demande énormément d'énergie : il faut trouver les clients, répondre à leurs demandes efficacement, traiter avec les fournisseurs ou les prestataires. **Dans cette course folle, les entrepreneurs ne devraient pas avoir à perdre des heures pour comprendre des formulaires fiscaux et sociaux absolument ubuesques.**

En France, la complexité des régimes sociaux et fiscaux est la règle. La simplicité est exceptionnelle, dérogatoire et toujours présentée comme une faveur accordée par l'Etat : c'est le cas du statut d'auto-entrepreneur, des régimes favorables aux services à la personne et emplois à domicile, etc. C'est exactement l'inverse qu'il faut faire : les régimes social et fiscal devraient être d'une simplicité enfantine ! **Cela suppose par exemple de revoir totalement le droit du travail !! faut généraliser la simplicité!**

Par exemple, il faudrait envisager de :

- **Instaurer un guichet unique et organiser une simplification radicale des formulaires:** on crée son entreprise, on a un contact (qui répond) dans l'administration une fois par an.
- **Faire du statut d'auto-entrepreneur la norme pour toutes les entreprises**
- Négocier le temps de travail et les normes sociales au niveau de l'entreprise.
- **Permettre à un auto-entrepreneur de passer des contrats de prestation avec un autre auto-entrepreneur.**

- 
- En matière fiscale, avoir une taxation faible à la fois des revenus et de la transmission

## 2 - Réduire les impôts

**L'entrepreneur qui se lance dans l'aventure rencontre presque les services fiscaux et sociaux avant ses clients.** Quand il parvient à dégager des bénéfices, une bonne partie lui est prise par l'impôt. S'il souhaite embaucher, il doit payer une fortune en charges qui ne vont pas dans la poche du salarié. **Ces charges excessives tuent l'initiative. Les recettes publiques dépassent 50 % du PIB en France !** C'est décourageant de faire un business plan avec des prévisions d'embauche.

Il faut aller vers une fiscalité réduite sur les entreprises : cela contribuera à dynamiser la croissance. Plus fortes, les entreprises auront plus de commandes, embaucheront et dépenseront.

## 3 - Réduire drastiquement le poids de l'État dans l'économie : une dépense publique minuscule, des fonctionnaires résiduels

**Le problème de la France, c'est le poids des dépenses publiques (plus de 56 % du PIB), parce que cela implique que l'Etat se mêle de tout, qu'il intervient pour tout, qu'il contrôle tout.** On y perd considérablement en efficacité. Et on n'y gagne que de la lourdeur et de la pesanteur. Réduire la dépense publique est favorable à la croissance, notamment dans les récessions comme [le montre l'économiste Alesina](#).

Les fonctionnaires font certainement leur travail avec bonne conscience (pour la plupart au moins), mais de fait ils sont des rentiers : ils vivent protégés par un statut qui leur épargne les fluctuations de la vie mais aussi les préserve des stimulations qui encouragent la création, l'efficacité et l'activité. **On comprend qu'ils ne veulent pas de l'économie de marché. Le statut de fonctionnaire devrait être réservé à quelques fonctions régaliennes : police, justice, diplomatie. Tout le reste peut se faire par des personnes travaillant sous un régime de droit privé,** susceptibles d'être licenciées si elles ne sont pas efficaces – si les fonctionnaires le sont tous, comme le prétendent les syndicats, alors ils n'ont rien à craindre : personne ne sera viré !

## 4 - Favoriser la concurrence

En France, **les rentiers sont nombreux et se battent pour préserver leurs privilèges : c'est le cas des fonctionnaires mais aussi des taxis, des avocats ou des pharmaciens** quand ils défendent leurs plates-bandes becs et ongles et que cela aboutit à écarter les nouveaux entrants de façon arbitraire et à faire payer plus cher les consommateurs. Cette logique de rente est aussi celle que défendent [le gouvernement](#) (voir les *drives*, les auto-entrepreneurs et tant d'autres victimes) et [Louis Gallois](#) qui n'a de cesse de réclamer des subventions pour que le contribuable finance des grands patrons à la tête d'entreprises inefficaces. Il faut rompre avec ce [capitalisme de connivence](#) !

La règle du marché, c'est que [le meilleur doit gagner](#). Le meilleur, c'est celui qui produit mieux, c'est celui qui innove. Seule la dynamique concurrentielle permet de les récompenser. C'est vers ce [capitalisme du mérite](#), des compétences que nous devons aller.

## 5 - Rénover totalement l'Education nationale et la formation des élites française : des écoles indépendantes et supprimer l'ENA

L'école française est régie depuis le ministère de manière uniforme. **Ce fonctionnement ne laisse pas de place pour l'individualisation de la prise en charge et encore moins pour l'innovation.** Les élèves sont brimés et rien n'est fait pour que les plus fragiles réussissent. Le système fonctionne comme une « [machine à trier](#) » (titre d'un excellent livre) qui met sur le bord de la route tous ceux qui ne sont pas capables de suivre. **Le summum de cette aberration, c'est l'ENA, qui recrute les élites de l'Etat - lesquelles, en raison du poids du public, régissent ensuite toutes les activités.** Et comme ils partent dans le privé, ils perpétuent ce capitalisme de connivence qui sclérose l'économie et engendre la défiance des Français.

Les [écoles doivent être autonomes](#) ! Les professeurs doivent être libres d'adapter leurs méthodes et les directeurs de recruter leurs équipes. La formation des élites doit être revue : l'ENA doit disparaître. De toute manière, les postes de la fonction publique se réduisant, toutes ces intelligences seront contraintes de se tourner vers le privé, ses impératifs de résultats et sa réalité économique !